

**COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCE VOI
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 DECEMBRE 2020**

Envoyé en préfecture le 21/12/2020

Reçu en préfecture le 21/12/2020

Affiché le 21/12/2020

ID : 055-200066157-20201210-136_2020-DE

Objet : Adoption du règlement intérieur

L'an deux mille vingt, le dix décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commerce Void Vaucouleurs, convoqués le 4 décembre 2020, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis en audio conférence et à huis clos, demandé par le président et plusieurs conseillers communautaires en raison de la non possibilité technique d'une diffusion en direct.

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann *suppléant de LARDÉ Philippe* ; **Boviolles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-La-Côte :** LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines :** KERKRET Brigitte ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont :** LANTERNE Bruno ; **Commercy :** LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, REYRE Benoît, THIRIOT Elise ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse :** ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois :** FOURNIER Catherine ; **Euville :** FERIOLI Alain, KIEFFER Hélène ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** DAL ZOTTO Véronique *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Lérrouville :** HUMBERT Jean-Claude ; **PORTEU :** Brigitte, **VIZOT :** Alain ; **Marson-sur-Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit :** BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne :** KAISER Claude ; **Montbras :** MAGRON Philippe **Nançois-Le-Grand :** SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse :** GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse :** PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Rigny-Saint-Martin :** POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire :** BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saulvaux :** ETIENNE Gilles ; **Sorcy-Saint-Martin :** KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Vaucouleurs :** FAVE Francis, GUERILLOT Virginie, DI RISIO Ghislaine, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; **Vignot :** MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Void-Vacon :** GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

Absents

Boncourt-sur-Meuse : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure :** LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Burey-en-Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Commercy :** GENART Angélique, LEMOINE Olivier, GENIN Jessica, SACCHIERO Laetitia ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Euville :** MAILLARD René, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean-Charles, **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Maxey-sur-Vaise :** CARDOT Julien ; **Montigny-les-Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Pont-sur-Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle :** LOUIS Séverine ; **Saint-Germain-sur-Meuse :** POTIER Rémi ; **Sauvigny :** BESSEAU Frédéric ; **Sauvoy :** THIRIET Michelle ; **Sepvigny :** MARCHAND Éric ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** AGULLO Anthony ; **Vignot :** LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** JOUANNEAU Olivier, THIRY Nadine

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de TIRLICIEN Alain

Secrétaire de séance : TRAMBLOY Jean-Marie

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 54

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 – Abstention : 0

Objet : Adoption du règlement intérieur

10/12/2020 Délibération n°136-2020

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-8 prévoyant l'obligation pour les conseils municipaux des communes de 1 000 habitants et plus de se doter d'un règlement intérieur, disposition applicable aux EPCI.

Considérant que le règlement intérieur doit être adopté dans les six mois suivant l'installation du conseil communautaire,

Considérant que le conseil communautaire de la Communauté de Communes a été installé le 13 juillet 2020,

Considérant que le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne dans le respect des lois et règlements en vigueur,

Vu le projet de règlement intérieur,

Après exposé du Président et après avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, :

- **ADOpte** le règlement intérieur de la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs tel qu'il figure en annexe à la présente délibération
- **AUTORISE** le Président à signer ledit règlement intérieur ainsi que tout document relatif à la présente délibération.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 04/12/2020

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR du CONSEIL COMMUNAUTAIRE de la COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID VAUCOULEURS

Adopté par délibération en date du 10/09/2020

Préambule

Sont appliquées au fonctionnement du Conseil Communautaire toutes les règles légales en vigueur : législatives, réglementaires ou jurisprudentielles et notamment les articles du CGCT applicables aux EPCI par renvoi à l'article L.5211-1 du CGCT.

Figurent dans ce document :

- les dispositions qui doivent impérativement figurer dans un règlement intérieur
- des dispositions relatives à la loi engagements et proximité

I/ Dispositions obligatoires du règlement intérieur

A - Consultation des projets de contrat de service public - article L.2121-12 du CGCT

Les projets de contrat de service public sont consultables dans l'une des maisons des services de la CC CVV aux heures d'ouverture 8h30/12h00 et 13h30/16h00 à compter de l'envoi de la convocation et jusqu'au jour du conseil communautaire concerné.

Dans tous les cas, le dossier sera tenu en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire sous couvert du Président ou du Vice-Président en charge du dossier.

B - Questions orales - article L.2121-19 du CGCT

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la CC CVV.

Le texte des questions orales est adressé au Président 48 heures au moins avant la séance du conseil communautaire et fait l'objet d'un accusé de réception par mail.

Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées lors de la prochaine réunion du conseil communautaire, sans qu'il soit nécessaire de renouveler la procédure de demande.

Elles sont examinées en fin de séance, une fois l'ordre du jour épuisé.

Lors de la séance, le président ou le vice-président en charge du dossier répond aux questions posées oralement par les conseillers communautaires.

Elles ne donnent lieu à aucun débat, ni vote, sauf demande de la majorité des délégués communautaires présents.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une prochaine séance du Conseil Communautaire.

Si l'objet des questions orales le justifie, le Président peut décider de les transmettre pour examen aux commissions concernées.

C - Débat sur les orientations budgétaires - article L.2312-1 du CGCT

Un débat a lieu chaque année au conseil communautaire sur les orientations générales du budget de l'exercice, sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les

caractéristiques de l'endettement de la CC CVV, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Pour la préparation de ce débat, sont transmises aux conseillers communautaires des données synthétiques sur la situation financière de la CC CVV contenant, notamment, des éléments d'analyse rétrospective et prospective, dans un délai de cinq jours francs précédant la date de la délibération.

Il ne donne pas lieu à un vote.

Il sera acté par une délibération spécifique, annexée au procès-verbal de séance.

Cinq jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la CC CVV et les éléments d'analyse ayant servi à la rédaction du rapport (charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ...) sont à la disposition des membres du conseil et peuvent être consultés au siège de la CC CVV à Commercy.

D- Expression de la minorité dans le bulletin d'information intercommunal

Les élus ayant manifesté publiquement leur volonté de se situer de manière permanente dans la minorité du conseil communautaire pourront s'ils le souhaitent s'exprimer librement à concurrence de 1200 signes dans un espace dédié de la publication.

Cet espace devra être partagé entre tous les conseillers s'étant déclarés comme n'appartenant pas à la majorité communautaire.

Le texte proposé à la publication sera remis au Président via le service communication de la CC CVV, sur support numérique à l'adresse com.cc-cvv@orange.fr avant la date communiquée aux élus minoritaires au moins 12 jours à l'avance.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du président, ne sera pas publié.

II/ Dispositions relatives à la loi engagements et proximité

A - Conférence des Maires - Art. L.5211-11-3 du CGCT

La création d'une conférence des maires - instance de consultation et de coordination - est obligatoire dans tous les EPCI à fiscalité propre, sauf lorsque le bureau de l'établissement comprend déjà l'ensemble des maires des communes membres.

La conférence des maires se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du président de l'EPCI ou à la demande d'un tiers des maires dans la limite de quatre réunions par an.

Le conseil des maires comprend l'ensemble des maires des communes membres de la CC CVV. Le conseil des maires a un rôle consultatif.

Les pouvoirs ne sont pas admis.

Le conseil des maires étudie et se prononce sur les dossiers stratégiques susceptibles d'impacter le fonctionnement du bloc communal et le projet de territoire de la CC CVV.

Le conseil des maires est présidé et animé par le président de la CC CVV ou par un vice-président. Le président convoque les réunions et fixe l'ordre du jour.

Le conseil des maires se réunit soit au siège de la CC CVV, soit dans l'une des communes membres de la CC CVV.

Le conseil des maires se réunit autant de fois que nécessaire.

Le président peut inviter toute personne qualifiée dans le cas où une question particulière intéressant une compétence de la CC CVV serait inscrite à l'ordre du jour.

B - Remplacement d'un membre d'une commission intercommunale - art. L. 5211-40-1 du CGCT

En cas d'empêchement/absence d'un membre d'une commission communautaire ou municipale), son remplacement temporaire effectué par un conseiller municipal de sa commune, désigné préalablement par le maire.

Le maire doit veiller lors de sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Par ailleurs, les élus municipaux suppléant le maire (les adjoints) ou ayant reçu délégation (les conseillers délégués) non membres d'une commission et qui ne sont pas désignés comme remplaçants peuvent assister aux séances sans participer au vote.

C - Information de l'ensemble des conseillers municipaux article L. 5211-40-2 du CGCT

Les conseillers municipaux, non membres du conseil de l'EPCI sont informés des affaires de l'intercommunalité.

Les conseillers municipaux sont destinataires des copies des convocations aux réunions de l'organe délibérant, accompagnées de la note explicative de synthèse, ainsi que des comptes rendus de ces réunions.

Ils sont également destinataires du rapport d'orientation budgétaire, du rapport d'activité de l'EPCI et des avis émis par la conférence des maires

Ces documents sont transmis ou mis à disposition à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres de manière dématérialisée.

Ils sont également consultables en mairie par les conseillers municipaux, à leur demande.

D - Possible réunion du conseil communautaire par téléconférence - article L. 5211-11-1 du CGCT

Le président de l'EPCI peut décider de réunir le conseil communautaire par voie de téléconférence.

Cette faculté n'est pas possible lorsque la réunion a pour objet l'élection du président et du bureau, l'adoption du budget primitif, l'élection des délégués ou encore la désignation des membres qui siégeront au sein des organismes extérieurs.

Dans les autres cas, et si la réunion du conseil communautaire se tient par téléconférence alors les votes devront se faire uniquement au scrutin public.

Un décret en Conseil d'Etat doit fixer les conditions d'application de ce dispositif.

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du président ou d'un tiers des membres en exercice du conseil communautaire.

Le présent règlement entrera en application dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire.